

L'Agence de l'eau va rémunérer des agriculteurs pour « services environnementaux » - Gomet

Richard Michel - 8 juin 2020 à 07h26

L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse a lancé en novembre dernier [un appel à initiatives](#) pour expérimenter le paiement pour services environnementaux à destination des agriculteurs. Six mois plus tard, elle a retenu 21 projets portés par des collectivités. En région Provence-Alpes Côte d'Azur, quatre dossiers ont été remportés par le parc naturel régional du Luberon, le syndicat mixte de la gestion de la nappe phréatique de la Crau, le parc naturel régional de la Sainte Baume et le syndicat d'aménagement du bassin de l'Arc dans les pays aixois.

« *Les collectivités doivent maintenant mobiliser les agriculteurs volontaires et construire des projets territoriaux d'ici mars 2021* », explique Laurent Roy, le directeur général de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse dans un communiqué diffusé le 25 mai dernier.

Un budget de 30 millions d'euros sur cinq ans

Chaque projet de territoire devrait concerner entre 50 à 150 agriculteurs soit 2 000 à 3 000 exploitants au total. L'agence de l'eau financera jusqu'à 70 % l'animation territoriale pour structurer le projet et les études préalables. Un budget de 1,6 million d'euros a été fixé pour cela. Après la validation du projet et la demande d'aide spécifique, elle financera à 100% les paiements aux agriculteurs des services environnementaux qu'ils rendent .

Dès avril 2021, lorsque les agriculteurs passeront en phase opérationnelle, ils pourraient ainsi bénéficier de 30 millions d'euros au global sur une période de cinq ans. Ces rémunérations pourront servir, par exemple, à créer et entretenir « *des infrastructures agro-écologiques comme les haies, les bandes enherbées, les ripisylves* (formations boisées autour d'un cours d'eau, NDLR), *les zones humides ou les mares, ou à développer des pratiques agronomiques vertueuses qui limitent l'utilisation d'engrais minéraux ou de pesticides* », précise l'agence de l'eau.

La rémunération des exploitants sera calculée à l'échelle de l'exploitation agricole et sera plafonnée à 450 euros par hectare pour les structures paysagères et à 600 euros par hectare pour les systèmes de production.